



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le jeudi 5 octobre 2017 — N° 279**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



Partie 1

**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Souligner la Journée québécoise des centres communautaires de loisir.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Journée mondiale d'action pour le travail décent.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner les prix Ensemble contre l'intimidation.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Le CRIF de Granby a 50 ans.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de la prévention des incendies et reconnaître le travail et l'engagement des pompiers.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *Journées de la culture.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Hommage à M. Émile Lacoste.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *Souligner le périple en fauteuil roulant de M. Julien Racicot.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le 125<sup>e</sup> anniversaire de la Cité de Dorval.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *50<sup>e</sup> anniversaire du Club optimiste de Rosemont.*

## **DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

## **PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

- DÉPÔTS**
- a) documents
  - b) rapports de commissions
  - c) pétitions

## **RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

## **INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

## **QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

## **VOTES REPORTÉS**

Motion présentée par le député de Borduas en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte que la Fédération des médecins spécialistes, l'Association des spécialistes en médecine d'urgence, l'Association des médecins psychiatres, l'Association médicale canadienne et l'Association médicale du Québec proposent de fixer à 21 ans l'âge légal pour l'achat de cannabis et de ses dérivés;

QU'elle rappelle l'importance de ne pas banaliser la consommation de cannabis et d'envoyer un message clair quant à ses risques sur la santé et sur le développement des jeunes;

QU'elle propose de fixer à 21 ans l'âge légal pour l'achat de cannabis et de ses dérivés.

## **MOTIONS SANS PRÉAVIS**

## **AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

## **RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 27  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
  
  - 2) Projet de loi n° 49  
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
  
  - 3) Projet de loi n° 56\*  
Loi sur la transparence en matière de lobbying  
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
- 
- \* Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 72  
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79\*  
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42<sup>e</sup> législature  
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

---

\* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85  
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 7) Projet de loi n° 86  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96  
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes  
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 9) Projet de loi n° 107  
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 119**  
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1<sup>er</sup> novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 123**  
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 128**  
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) Projet de loi n° 134**  
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation  
Présenté par la ministre de la Justice le **2 mai 2017**
- 14) Projet de loi n° 135**  
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 25 avril 2017  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **4 octobre 2017**
- 15) Projet de loi n° 139**  
Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse  
Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **18 mai 2017**
- 16) Projet de loi n° 143**  
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance  
Présenté par le ministre de la Famille le **16 juin 2017**

*Étude détaillée en commission*

**17) Projet de loi n° 53**

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

**18) Projet de loi n° 108**

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016

Principe adopté le **24 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

**19) Projet de loi n° 118**

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 20)** Projet de loi n° 130  
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017  
Principe adopté le **22 février 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 21)** Projet de loi n° 144  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2017  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 19 septembre 2017  
Principe adopté le **3 octobre 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 22)** Projet de loi n° 62  
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes  
Présenté par le ministre de la Justice le 10 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016  
Principe adopté le 15 novembre 2016  
Rapport de la Commission des institutions déposé le 3 octobre 2017  
(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)  
Reprise du débat ajourné au nom du député de René-Lévesque le **4 octobre 2017**

- 23) Projet de loi n° 133  
Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 27 avril 2017  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 19 septembre 2017  
Principe adopté le 27 septembre 2017  
Rapport de la Commission des institutions déposé le **3 octobre 2017**

*Adoption*

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 24) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25) Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26) Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 27) Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 29) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392  
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre  
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395  
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale  
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 38)** Projet de loi n° 399  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 39)** Projet de loi n° 490  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 491  
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives  
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41)** Projet de loi n° 494  
Loi sur la protection des contribuables  
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42)** Projet de loi n° 495  
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement  
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43)** Projet de loi n° 496  
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 44)** Projet de loi n° 497  
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention  
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 45)** Projet de loi n° 498  
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur  
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 46) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général  
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 47) Projet de loi n° 591  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 48) Projet de loi n° 592  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 593  
Loi visant à contrer le taxi illégal  
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 50) Projet de loi n° 594  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 595  
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 596  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel  
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

- 54) Projet de loi n° 598**  
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 55) Projet de loi n° 599**  
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles  
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 56) Projet de loi n° 690**  
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police  
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 57) Projet de loi n° 691**  
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés  
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 58) Projet de loi n° 696**  
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles  
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 59) Projet de loi n° 697**  
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice  
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**
- 60) Projet de loi n° 699**  
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec  
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 61) Projet de loi n° 790**  
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**

- 62)** Projet de loi n° 791  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses  
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 63)** Projet de loi n° 792  
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat  
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 64)** Projet de loi n° 793  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent  
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 65)** Projet de loi n° 794  
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance  
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 66)** Projet de loi n° 795  
Loi proclamant le Mois de l'eau  
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 67)** Projet de loi n° 796  
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**
- 68)** Projet de loi n° 797  
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu  
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 69)** Projet de loi n° 798  
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne  
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**

- 70)** Projet de loi n° 799  
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel  
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 71)** Projet de loi n° 890  
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice  
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 72)** Projet de loi n° 891  
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum  
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**
- 73)** Projet de loi n° 892  
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi  
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 74)** Projet de loi n° 894  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec  
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 75)** Projet de loi n° 895  
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**
- 76)** Projet de loi n° 896  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable  
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**

- 77) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation  
Présenté par le député de Chambly le **1<sup>er</sup> juin 2017**
- 78) Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix  
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**
- 79) Projet de loi n° 899  
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**
- 80) Projet de loi n° 990  
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 81) Projet de loi n° 991  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**
- 82) Projet de loi n° 992  
Loi modifiant la Loi sur l'administration publique et d'autres dispositions législatives afin qu'un sous-ministre ou un dirigeant d'organisme soit imputable de l'efficacité de son ministère ou organisme  
Présenté par le député de La Peltrie le **28 septembre 2017**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### III. Projets de loi d'intérêt privé

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 83) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 84) Projet de loi n° 209  
Loi concernant la Ville de Mascouche  
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 85) Projet de loi n° 211  
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins  
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 86) Projet de loi n° 214  
Loi concernant la Ville de Drummondville  
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 87) Projet de loi n° 221  
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 88) Projet de loi n° 224  
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)  
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 89) Projet de loi n° 225  
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy  
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Projet de loi n° 99

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions

Adopté le **4 octobre 2017**

Partie 4

### **TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)**

## COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

### **Mandat réglementaire**

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».
- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.

## COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 144**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire (mandat confié le 3 octobre 2017).
- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

### **Mandat d'initiative**

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 107**, Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs (mandat confié le 4 octobre 2017).
- **Projet de loi n° 139**, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (mandat confié le 19 septembre 2017).

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

### **Mandat d'initiative**

- Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé ».

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 134**, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation (mandat confié le 28 septembre 2017).
- **Projet de loi n° 143**, Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance (mandat confié le 4 octobre 2017).

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.
- Étude du Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route (déféré le 26 septembre 2017).

## **Mandat réglementaire**

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## **Mandat d'initiative**

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

259) M. Leclair (Beauharnois) – **5 octobre 2017**  
À la ministre responsable du Travail

Adoptée en 1979, cela fait 35 ans que la loi sur la santé et la sécurité au travail n'a pas été modifiée. Malgré les nombreuses mesures de prévention mises en place par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), on comptait en 2015 encore 82 000 accidents au travail par année.

Le 21 juin dernier, au terme d'un long travail de consultation, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) a remis à la ministre responsable du Travail, un avis portant sur la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail. Plusieurs éléments dans cet avis semblent faire consensus autant du côté patronal que syndical.

- À cet égard, la ministre peut-elle nous rendre public cet avis portant sur le régime de santé et de sécurité du travail?
- Peut-elle nous informer de l'avancement des travaux suite à la réception de cet avis?

260) M. LeBel (Rimouski) – **5 octobre 2017**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

M. Marc-Alexandre Gaudreau, 27 ans, est un jeune citoyen de Farnham qui a été diagnostiqué d'un cancer au cerveau à l'âge de 19 ans.

Il a sollicité par écrit l'aide du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, se retrouvant à bout de ressources après l'annulation de sa prestation d'aide sociale. Son cri du cœur reste sans réponse.

En effet, Marc-Alexandre s'est vu refuser toute aide après avoir eu la chance, dans son malheur, de rencontrer l'amour et d'avoir un enfant avec la femme qu'il aime. Pour cette raison, le système le condamne maintenant à vivre aux crochets du maigre salaire de sa conjointe.

Au lieu de lui venir en aide dans son combat contre une maladie terrible qui l'empêche d'exercer un emploi, c'est comme si la bureaucratie le condamnait une deuxième fois. Malgré les gens extraordinaires qui se démènent tous les jours pour lui apporter un soutien précieux, il se trouve réduit, dans ses propres mots, à « quêter de tous côtés ».

Ma question est la suivante :

- Marc-Alexandre doit être soutenu dans la maladie pour pouvoir vivre pleinement son engagement de père et de citoyen. Le ministre peut-il lui répondre et demander à son ministère de lui proposer une aide adéquate assurant sa dignité? Quelles mesures entend-t-il proposer?

261) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **5 octobre 2017**  
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En avril dernier, j'ai demandé d'obtenir des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec-Lévis, Sorel-Tracy-Saint-Ignace-de-Loyola, Matane-Baie-Comeau-Godbout et Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au 1<sup>er</sup> avril 2017. Le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports avait alors fait preuve de transparence en me fournissant l'information demandée peu de temps après.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois d'avril à septembre 2017?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er avril et le 1<sup>er</sup> mai 2017, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> juin 2017, entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2017, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> août 2017, entre le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2016)?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er avril et le 1<sup>er</sup> mai 2017, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> juin 2017, entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2017, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> août 2017, entre le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2016)?

262) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **5 octobre 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le deuxième groupe d'opposition a récemment fait une demande d'accès à l'information auprès de la Société des traversiers du Québec (STQ) afin d'obtenir les dépenses annuelles d'énergie pour chacun des navires de la flotte de la STQ, par type de carburant.

La STQ a refusé de fournir cette information, prétextant que celle-ci pourrait être préjudiciable pour un tiers. Or, l'information demandée concerne les traverses opérées par la STQ et les navires dont elle est propriétaire.

Il est donc très étonnant que la STQ refuse de fournir les détails de sa consommation d'énergie pour ses navires par type de carburant. La seule information disponible dans le rapport annuel concerne les coûts totaux en carburant, sans davantage de détails.

Est-ce que le ministre peut faire preuve de transparence et nous fournir l'information demandée? Peut-il nous indiquer, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, les coûts ventilés par type de carburant (essence, diesel, gaz naturel liquéfié, électricité, autre)? Peut-il également nous en fournir la ventilation pour chacune des traverses et des navires en opération?

263) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **5 octobre 2017**  
À la ministre responsable de l'Enseignement supérieur

À titre de ministre responsable de l'Enseignement supérieur, vous côtoyez le monde universitaire, qui se penche sur les grandes problématiques de notre temps. Nos professeurs et nos chercheurs sont des spécialistes qui font de la recherche scientifique qui fait progresser nos connaissances. La grande majorité des chercheurs, tout comme les organismes qui travaillent sur le terrain, ne cessent de répéter que les moyens coercitifs et punitifs sont contre-productifs lorsque vient le temps « d'aider » les personnes assistées sociales.

Le règlement qui mettra en œuvre le programme Objectif emploi fera en sorte que des gens pourront ne recevoir que 404\$ par mois.

1. Est-ce que la ministre trouve compatible cette décision du conseil des ministres, décision à laquelle elle a participé, avec le corpus de recherche qui touche ce sujet?
2. Est-elle sensible au fait que ce corpus de recherche dit directement que le programme Objectif emploi mènera à la détérioration de conditions de vie de nos plus vulnérables?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

- a) 4 octobre 2017  
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières – *ministre des Finances*.
- b) 4 octobre 2017  
Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Interpellation du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : *La volonté du gouvernement libéral de rendre imputable les sous-ministres et les dirigeants d'organisme quant à l'efficacité de leur administration.*